

Dermatose: mettre à mal le "modèle sanitaire français" serait "terrible" pour les éleveurs, selon l'Ordre des vétérinaires

- / Paris (France)
- - 13 décembre 2025 13:45
- - AFP (Rébecca FRASQUET)
- / ENTRETIEN AFP

Si le "modèle sanitaire français" est mis à mal, "l'impact pour la totalité des éleveurs sera terrible", défend auprès de l'AFP Jacques Guérin, président du Conseil national de l'Ordre des vétérinaires, dénonçant des "pressions inacceptables" sur les professionnels chargés par l'État d'abattre des troupeaux affectés par la dermatose nodulaire contagieuse (DNC).

QUESTION : Vous avez fait état récemment dans un courrier à la ministre de l'Agriculture d'"actes de haine" commis à l'encontre des vétérinaires. Que subissent-ils aujourd'hui ?

REPONSE : "Vous avez des appels à brûler des cliniques sur les réseaux sociaux, des vétérinaires agonis d'injures sur leur standard: celui du Conseil national de l'Ordre est submergé d'appels de personnes complotistes, antivax, anti-tout, qui déversent des tombereaux de bêtises à l'encontre de la profession. Cela finit par impacter fortement le moral des vétérinaires. J'en appelle à la raison des éleveurs, de la population et à ne pas répondre aux appels au crime qui sont prononcés."

Q : Quel est l'état d'esprit sur le terrain alors qu'une partie du monde agricole s'oppose à la stratégie d'abattage de bovins malades décidée par l'État ?

R : "Imaginez ce que ressent une vétérinaire qui attend plusieurs heures dans un car de police que les conditions soient réunies pour procéder au dépeuplement d'un troupeau dans un climat insurrectionnel ! On cogite, on se demande si on a fait ce métier pour ça. Cette pression s'exerce aussi sur les conjoints, les enfants, c'est encore plus inacceptable. Dépeupler un troupeau est un acte traumatisant pour l'éleveur, je le conçois, traumatisant aussi pour celui qui le réalise, mais indispensable: c'est par ce sacrifice-là que nous allons protéger tous les cheptels bovins de France."

Q : Faut-il renforcer leur protection ?

R : Les vétérinaires sont de bons petits soldats mandatés par l'État pour faire des actes, avec la conviction que leur intervention est indispensable et majeure pour la qualité du cheptel français. Si on ne garantit pas leur sécurité, je ne connais pas un métier qui puisse s'exercer dans un climat aussi délétère. Mais ils ne pourront pas le faire sous la protection de la gendarmerie: aucune relation de confiance ne pourrait s'instaurer."

Q : Avez-vous des craintes pour le modèle sanitaire français ?

R : "Ce modèle sanitaire, qui a fait ses preuves depuis plus de 70 ans, a permis de traiter les grandes maladies des cheptels. Il repose sur la défense de l'intérêt collectif et demande une certaine discipline. Il y a parfois des choix dramatiques à faire pour certains élevages: mais c'est à ce prix-là qu'on protège les 16 millions de bovins du pays. Si l'intérêt individuel se met à prévaloir, avec de l'irrationalité et des pseudo-sciences, le modèle va s'écrouler. Et là, les impacts pour la totalité des éleveurs, seront terribles. C'est ce qui se joue aujourd'hui."

Q : L'Ordre va-t-il porter plainte ?

R : "Nous essayons de ne pas ajouter de la crise à la crise, en espérant que le pire est passé. Mais s'il faut passer à l'étape d'après, c'est-à-dire zéro tolérance, et entamer des actions en justice dès que des actes malveillants seront perpétrés, je n'hésiterai pas."

ref/jlo/mpm